

**Séance ordinaire du
vendredi 27 septembre 2019**

**Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier**

**L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-sept septembre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL.**

Nombre de membres en exercice : 65

Affaires sociales

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du
Code général des collectivités territoriales :**

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Sabria BOUALLAGA ayant donné pouvoir à Maud BODKIN, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Jacques DOMERGUE, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Audrey LLEDO

**Signature de l'avenant n°2 au contrat de collaboration de recherche entre la Ville
de Montpellier et L'Université Paul Valéry Montpellier III pour l'animation d'un
groupe de recherche-action portant sur les discriminations**

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La lutte contre les discriminations, qui contrarient l'idéal républicain d'égalité et minent la cohésion sociale, est une priorité de l'action de l'équipe municipale.

La Ville de Montpellier intervient dans ce champ en apportant son soutien financier par des subventions, et en développant des partenariats actifs avec les associations. Des actions de sensibilisation destinées au personnel municipal et au grand public sont également proposées chaque année. Un chef de projet est affecté sur cette thématique à hauteur de 50% d'un ETP de catégorie A dans les effectifs municipaux

Depuis 2015, trois engagements intensifient l'implication de la Ville et de la Métropole de Montpellier:

-L'intégration d'un plan territorial de lutte contre les discriminations (PTLCD) au contrat de ville,

-L'adhésion de la Ville de Montpellier à la Coalition européenne des villes contre le racisme (ECCAR) depuis le 10/05/16, qui entraîne l'adoption d'un plan d'action que la Ville s'est engagée à mettre en œuvre et qui prévoit l'évaluation du racisme et des discriminations sur le territoire de la collectivité ;

-La signature par la Ville de Montpellier de la Charte « Egalité contre le racisme » porté par le Défenseur des Droits (2016).

Ces engagements ont conduit en 2017 à commander un premier état des lieux des discriminations sur le territoire et à créer en 2018 le groupe de recherche-action au service de la lutte contre les discriminations, afin de pallier progressivement le manque de données et de mettre en place des politiques publiques ciblées.

La première année de collaboration (2018-2019) a permis d'analyser les causes et les conséquences des discriminations suivantes, et de proposer des actions de remédiation :

Recherche 1 : Difficultés rencontrées par les familles monoparentales et amplifiées par les discriminations : accès à la formation, à l'emploi, au logement, aux modes de garde ;

Recherche 2 : Aspects discriminatoires de la dématérialisation du service public : identification des populations les plus pénalisées, des mécanismes les plus difficiles d'accès et des leviers d'actions susceptibles de compenser les effets discriminants ;

La deuxième année (2019-2020) sera orientée sur :

Recherche 3 : Le handicap et l'isolement social : dans les Quartiers Prioritaires de la Ville (QPV), de nombreuses personnes en situation de handicap connaissent un fort isolement social. Cette recherche permettrait d'estimer leur nombre, mais aussi d'identifier les logiques à l'œuvre dans le processus d'isolement et de mettre en œuvre des actions pour l'éviter.

Recherche 4 : Les conditions de recrutement des jeunes diplômés des QPV, l'accès à l'emploi des jeunes diplômés habitant un QPV.

Les coûts de cette deuxième année de fonctionnement (groupe de recherche et actions de sensibilisation), estimés à 30 700 €, seront imputés au budget de la Direction de la Cohésion Sociale/lutte contre les discriminations de la Ville de Montpellier.

Il est à noter que cette deuxième année de fonctionnement du groupe de recherche action bénéficie en 2019 d'une subvention de la dotation de Politique de la Ville (DPV) 2019 pour un montant de 24 560€ car elle répond pleinement aux enjeux prioritaires et aux objectifs du contrat de ville inscrits dans sa programmation.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- D'approuver l'avenant au contrat de collaboration de recherche annexé à la présente délibération, portant sur la deuxième année de fonctionnement du groupe de recherche-action sur les discriminations avec l'Université Paul Valéry Montpellier III ;
- De dire que dans le cadre de cette collaboration la Ville de Montpellier s'engage à verser à l'Université Paul Valéry Montpellier III la somme globale et forfaitaire de 25 317,60 € ;
- De dire que les crédits de 30700 € sont inscrits aux budgets 2019 et 2020 de la Ville de Montpellier, chapitre 934 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 60 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 2 voix

M. Guy BARRAL, M. Daniel BOULET.

Fait à Montpellier, le 8 octobre 2019

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Philippe SAUREL

Publiée le : 8 octobre 2019

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- avenant n°2

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20190927-98231-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 09/10/19
Réception en Préfecture : 09/10/19

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.